

Forum : Forum citoyen sur le Travail**Thématique : Le monde du travail entre mondialisation et fragmentation**

Nom du/de la Citoyen.ne: CHIKHAOUI Lina

Situation familiale • Marié/en couple ○ Célibataire ○ Avec enfants, si oui combien	Niveau d'étude ○ Primaire ○ Secondaire • Universitaire
---	---

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

En tant qu'avocate tunisienne de 39 ans, mariée et sans enfants, le forum citoyens m'offre la possibilité de m'exprimer sur des questions juridiques, sociales ou économiques qui touchent la profession, telles que les inégalités entre les femmes et les hommes. Mes clients sont directement touchés par des inégalités. Les jeunes ont des contrats précaires, les femmes sont discriminées et ont plus de mal à accéder à de bons postes, et beaucoup de travailleurs sont très mal payés. Moi-même, étant une femme dans le milieu libéral, je suis confrontée à des écarts de salaire car j'obtiens moins d'affaires et à un manque de reconnaissance auprès des juges, qui sont principalement des hommes. J'ai eu du mal à être recrutée ou acceptée dans un grand cabinet. Je connais quelqu'un qui m'a fait entrer dans un bon cabinet, mais si je n'avais connu personne, je n'aurais pas pu trouver un bon travail, car les hommes préfèrent traiter avec des hommes. De plus, des spécialisations sont presque imposées aux femmes travaillant dans le droit : elles sont principalement dirigées vers le droit de la famille ou le droit des mineurs, et moins vers les secteurs prestigieux et lucratifs. Par exemple, je travaille principalement avec des femmes et très peu avec des hommes. La plupart de mes affaires traitent de cas de femmes qui ne sont pas assez payées au vu de leur situation familiale. La mondialisation modifie le droit du commerce, les normes juridiques et les partenariats économiques avec la Tunisie, ce qui oblige une analyse plus approfondie des contrats avec les entreprises étrangères. La Tunisie a été obligée d'adapter son droit commercial aux nouvelles règles, à moderniser son droit des affaires et à consolider la sécurité juridique des transactions internationales. Il y a peu de temps, j'ai conseillé une entreprise qui importait des produits chinois à sécuriser ses contrats et à assurer la conformité douanière. En Tunisie, à cause de la fuite des cerveaux, moins de juristes qualifiés restent en Tunisie. Je suis moi-même tentée de migrer vers le Nord pour une meilleure vie, mais j'ai peur qu'une pénurie locale s'installe, car il y a de moins en moins de spécialisations dans le domaine du droit. Une de mes collègues, avocate en droit de la famille, est partie en Belgique, et je constate un début de pénurie dans cette spécialité, car la demande est élevée mais il y a de moins en moins d'avocats dans ce domaine. Le développement de la digitalisation a transformé ma façon de travailler. Maintenant, les audiences peuvent se faire à distance. Les clients peuvent être auditionnés directement de l'endroit où ils sont incarcérés et n'ont plus besoin d'être déplacés. Les consultations avec mes clients se font en visioconférences. Grâce aux plateformes, je peux élargir ma clientèle. J'utilise Zoom pour les consultations et je plaide en ligne lors d'audiences.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

En tant qu'avocate, je pourrais organiser des réunions Zoom gratuites ouvertes à tout le monde afin d'expliquer des notions de droit accessibles à tous, comme le droit du travail

ou le droit social. Je pourrais faire des ateliers de sensibilisation dans des écoles ou des associations, surtout pour les personnes vulnérables comme les femmes, les jeunes ou les personnes en situation précaire. Cela renforcera la culture juridique des citoyens et ouvrira l'accès au droit.

Je pourrais proposer quelques heures de consultation juridique gratuites par mois dans des associations ou à des personnes qui n'ont pas les moyens de se payer un avocat, ce qui ouvrirait l'accès au droit pour les personnes qui en sont exclues. À mon échelle, je peux conseiller de jeunes avocates ou étudiantes venant de milieux défavorisés en leur indiquant le meilleur chemin à suivre selon leurs envies, et je peux créer un petit réseau de femmes professionnelles dans le droit afin d'échanger, d'aider les jeunes avocates et de s'entraider dans cette profession.

Je voudrais intervenir dans des médias locaux ou sur les réseaux sociaux afin de vulgariser le sujet du droit lié au monde du travail et aux droits humains. J'aimerais rédiger des articles afin d'exprimer mes opinions sur le domaine du droit en Tunisie, surtout pour les femmes. Cela impactera les citoyens dans leurs opinions et les sensibilisera. Je m'engagerai dans un collectif d'avocats pour défendre des causes comme le droit des femmes ou la justice sociale.